

Envoyé en préfecture le 20/01/2025 Reçu en préfecture le 20/01/2025 Publié le 20/01/2025

## ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT Chemin des Vergers - Parcelle cadastrée AI 31

Le Maire de la Commune de Beaurepaire,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L.112-1 à 112-7, L116-1 à L116-8, L.141-2 à L.141-7, R 112-3, R 116-1 et R 116-2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi nº 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, et la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,

<u>Vu</u> le Code général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L.3111-1;

<u>Vu</u> le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants

<u>Vu</u> la requête de M. OUDOT Laurent, Géomètre Expert à Anneyron, le 3 décembre 2024 pour le compte de Monsieur GRIFFAY Gérard, demande d'alignement de sa propriété cadastrée AI 31 située chemin des Vergers à 38270 BEAUREPAIRE,

Vu la conformation des lieux,

## ARRETE

ARTICLE 1 : L'alignement<sup>(1)</sup> de la voie susmentionnée au droit de la propriété de Monsieur GRIFFAY Gérard, parcelle Al 31, résulte de la ligne matérialisant la limite fixée : par le plan de bornage et représentée par le segment AC ( A : angle du mur Nord , C : parement du mur Sud).

(1) L'alignement est la détermination, par le gestionnaire de la voirie, de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines.

L'alignement ainsi obtenu est matérialisé par un trait rouge sur le plan du bornage ci-joint. ARTICLE 2: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3: Le présent arrêté d'alignement individuel reste valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il s'appuie ne sont pas modifiées. Cependant, il n'est valable qu'un an s'il a été demandé dans le cadre d'une demande d'autorisation de travaux sur l'alignement.

ARTICLE 4: Le présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie et publié conformément à l'article L 213-1 du Code Général des Collectivités.

ARTICLE 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 6: Le présent arrêté d'alignement individuel sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 7: Il sera procédé à la mise en cohérence de la documentation cadastrale avec le présent arrêté d'alignement individuel.

70 (Isère

Fait à Beaurepaire, le 24 décembre 2024

Le Maire. Yannick PAQUE,

## PLAN DE BORNAGE - DOMAINE PUBLIC -

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le 20/01/2025

ID: 038-213800345-20241224-A\_2024\_534-AR

Département de l' Isère

Lieu-Dit : "le grand chemin"

